

LES RELATIONS SINO-AFRICAINES ET L'EUROPE : ENJEUX DE LA COOPERATION

A l'occasion, du séjour des auditeurs MOPP du CEFEB à l'université de Clermont Ferrand, le CERDI, en collaboration avec le CEFEB, a organisé, le mardi 10 novembre 2009, dans ses locaux, une conférence suivie de débats portant sur les enjeux de la coopération entre l'Afrique et la Chine, en présence notamment du Vice-Président de l'Université d'Auvergne et du Directeur du CEFEB.

La conférence était animée par Mme Mary-France RENARD, doyen de la Faculté de Sciences économiques de l'Université d'Auvergne et M. Thierry BANGUI, consultant et auteur de l'ouvrage « La Chine, un nouveau partenaire de développement de l'Afrique : Vers la fin des privilèges européens sur le continent noir ? » et modérée par M. Patrick Chouteau, responsable de la Division Formation du CEFEB.

Les objectifs visés par la conférence étaient de :

- réfléchir sur les déterminants actuels de la coopération Chine-Afrique ;
- discuter sur les conséquences éventuelles sur les Etats africains.

La rencontre a donné lieu à des échanges croisés entre les deux conférenciers qui ont présenté la relation Chine-Afrique avec une approche complémentaire.

Pour M. Bangui, il s'est surtout agi d'attirer l'attention sur les opportunités ouvertes par ce type de coopération qui, progressivement, a pris de l'importance, réussissant le tour de force de s'étendre à la quasi-totalité des Etats africains (seuls quatre pays africains n'ont pas encore ouvert de relations diplomatique avec la Chine).

Le conférencier a également essayé de montrer que la Chine investissait massivement (contrat de 9 milliards de dollars en RDC, par exemple) et essayait de diversifier ses relations en profitant d'une approche où le géopolitique et l'économique se complétaient sans immixtion sur la gestion des affaires publiques des partenaires africains.

Ce concept de bonne gouvernance est d'ailleurs assez illustratif de la ligne de fracture entre les interventions de l'Empire du Milieu et de l'Occident en Afrique mais aussi de l'approche des deux conférenciers.

En effet, dans sa communication, Mme RENARD a fait ressortir comment l'insuffisante préoccupation de la Chine en ce domaine pouvait conduire à certains effets d'éviction lorsque l'on considère que c'est au prix de nombreux efforts que les Etats Africains et leurs partenaires traditionnels sont parvenus, sur la durée, à mettre en place des cadres de contrôle des flux de l'APD, donc de gestion de la dette.

C'est dans cette perspective qu'elle a souligné que l'action solitaire de la Chine pouvait remettre en cause des acquis institutionnels, mais aussi économiques en ce sens que ce *pays-continent* concurrence l'Afrique sur les mêmes types de produits.

Dans leurs interventions, les participants ont tenu à souligner que la présence chinoise est intéressante au sens où elle peut véhiculer un transfert de savoir faire, notamment dans les PPP et les joint-ventures. Par ailleurs, elle peut aussi conduire à l'affaiblissement des secteurs informels ou insuffisamment structurés dans les pays africains même si les consommateurs locaux sont séduits par les prix très compétitifs des produits chinois.

Soulignons que le Directeur du CEFEB, Monsieur Gilles Genre-Grandpierre, a marqué l'évènement de sa présence et pris part aux débats en exposant, entre autres, les modalités d'intervention de l'AFD en Chine, plus particulièrement en matière de développement durable.

Par M. Oumar el foutiou BA

Et Mme Boughdir EL KAHINA